

LA RÉPUBLIQUE EN QUESTION....

On croit mourir pour la patrie; on meurt pour des industriels.
Anatole FRANCE.

Les dernières élections législatives qui ont vu la victoire de l'opposition et la défaite de la «gauche» ne constituent probablement qu'une étape dans un processus de reclassement politique qui est loin d'être terminé.

On aurait tort de surestimer le débat sur la cohabitation destiné, dans une large mesure (ainsi d'ailleurs que l'idéologie «anti-raciste» dont on nous rebat les oreilles), à occulter le seul vrai problème politique qui est celui de la forme de l'État et, au-delà, de la société dans laquelle nous vivons. Sur ce plan, le clivage droite-gauche est particulièrement mystificateur. Par exemple, on ne discerne pas clairement ce qui peut bien séparer un Léotard d'un Quilès ou un Stoleru, d'un Delors, et ce n'est pas par hasard qu'on ait songé, un moment, à demander à l'aimable Raymond Soubie de reprendre du service.

Que nos camarades et amis qui estiment que nous exagérons lorsque nous dénonçons la dérive totalitaire de nos institutions prennent la peine de lire attentivement l'article que nous reproduisons intégralement ci-contre. Cet article signé FAVILA, pseudonyme derrière lequel se dissimule un certain nombre de têtes pensantes du C.N.P.F., a été publié dans le journal patronal «Les Échos» du 25 mars 1986.

Le R.P.R. (*Rassemblement pour la République*) a toujours affiché un attachement inconditionnel à la forme républicaine de l'État. Au cours de la dernière campagne électorale, Jacques Chirac a, inlassablement, rappelé que nous vivions sous un régime de «*démocratie parlementaire*», et l'actuel Ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, est à l'origine de la création des «*Cercles Jules Ferry pour la défense de la République*».

Or, voilà que celui qu'on présente comme le numéro deux du R.P.R. déclare, tout de go, «*que la séparation des Églises et de l'État serait devenue "obsolète"*»; ce qui permet à l'aile la plus réactionnaire du C.N.P.F. de se déchaîner contre la République.

L'article des *Échos* nous ramènes aux pires moments de la «*Révolution Nationale*» de Vichy. La haine de Voltaire et du «*petit père Combes*», le mépris ouvertement affiché pour le siècle des Lumières, en un mot, la condamnation sans appel de la Révolution française exprime la haine viscérale des nostalgiques de l'ancien régime vis-à-vis de la République une et indivisible pourtant déjà mise à mal par «*l'œuvre décentralisatrice*» de leurs amis néo-socialistes.

Compte tenu de la qualité de ses auteurs, l'article des *Échos* ne saurait être considéré comme un simple et vulgaire persiflage philosophique.

Dès lors que le patronat, même indirectement, en assume la responsabilité, de tels propos sortent effectivement «*du champ de l'intimité personnelle*». Il faut donc les considérer pour ce qu'ils sont: DES PROPOS DE GUERRE CIVILE!

Mais là où les choses deviennent franchement grotesques et odieuses, c'est quand les petits amis de Mr. GATTAZ et de son «*ETHIC*» justifient, d'une certaine manière, les crimes commandités, en France même, par les Ayatolahs de «*l'intégrisme musulman*».

Relisons ce que ces imbéciles prétentieux ont osé écrire: «*Notre société "occidentale" est agressée, de l'extérieur, jusque dans l'ordinaire de sa vie. Derrière les prétextes circonstanciels et les manipulations tortueuses, il y a le mépris et la colère de ce qu'il est convenu d'appeler l'intégrisme musulman: mépris et colère contre des peuples qu'on imagine pourris par le matérialisme, contre des peuples renégats*».

Autrement dit, les attentats terroristes qui coûtent la vie à tant d'innocentes victimes ne sont finalement que le juste châtimement de Dieu contre des peuples «*pourris par le matérialisme*».

Et dans la logique de ces pseudo-philosophes, l'assassinat des femmes et des enfants perpétré par les te-

nants de «l'intégrisme musulman» serait: «un déficit collectif, et nous ne le relèverons pas individuellement. C'est pourquoi la question des valeurs, la question du spirituel, est sortie du champ de l'intimité personnelle. C'est une question de société, à laquelle même notre État Laïc ne peut plus se dérober...».

Ainsi, selon les distingués penseurs du C.N.P.F. et des *Échos* réunis, la seule arme à opposer au terrorisme serait d'ordre «spirituel». A l'intégrisme musulman, il faut opposer un intégrisme bien de chez nous... Comme aux temps bénis des Croisades!

On croit rêver et tout cela pourrait sembler ridicule!

On aurait toutefois tort de ne pas prendre au sérieux de telles élucubrations. N'oublions pas que derrière FAVILLA se profile l'ombre du *Conseil National du Patronat Français* dont les objectifs ne sont pas unanimement... d'ordre spirituel! Ceux des Ayatollahs non plus, d'ailleurs!

Les soldats iraniens et irakiens, fanatiques ou non, croient peut être mourir pour Allah. Il est plus probable qu'ils meurent pour le pétrole... Mieux vaut le savoir!

Pour nos Ayatollahs, il en est de même. Mr GATTAZ et ses séides unissent avec bonheur le «temporel» au «spirituel» dans... une volonté de défense des intérêts du patronat!

Tout compte fait, l'article des *Échos* a, au moins, un mérite: il nous permet de mieux comprendre au nom de quelle idéologie Mr. GATTAZ, à l'instar du «socialiste» Auroux, préfère les lois du même nom et la *Charte du Travail* de Vichy à la loi du 11 février 1950.

Mais me voilà replongé en plein matérialisme... Horreur!

Alexandre HÉBERT.

L'ÉTAT LAÏC EN QUESTION

Un homme politique, et non des moindres, M. Jacques Toubon, a eu le courage de suggérer que la séparation de l'Église et de l'État avait aujourd'hui quelque chose d'obsolète. Ce n'est pas qu'il propose de mettre à l'ordre du jour des travaux gouvernementaux la négociation d'un nouveau concordat. Il demande seulement que nous prenions conscience qu'il n'est pas sain de vouloir construire la société politique sur l'ignorance, ou pis encore sur la négation, des valeurs spirituelles et religieuses.

Saluons le courage, car il en faut au pays de Voltaire et du petit père Combes pour affirmer que le Siècle des Lumières est clos, que l'exaltation du positivisme est une impasse, bref qu'il est temps de reconnaître la primauté du spirituel.

Mais peut-être est-ce seulement le signe que les temps sont mûrs. M. Toubon n'aurait certes pas cherché à faire de la provocation. Il aura été simplement le premier à oser exprimer ce qui est devenu pour la grande majorité des Français une évidence, et que nous avons souvent dit ici: il n'est pas de civilisation sans valeurs, et pourquoi ne pas reconnaître hautement celles qui nous fondent?

Nous ne sommes pas une civilisation de la fourmilière. Nous sommes une civilisation établie sur la conscience d'un destin personnel, dont l'enjeu n'est pas seulement l'espace et le temps de notre vie corporelle. Nous nous croyons soumis à un jugement qui n'est pas réductible aux lois positives de la société. Et c'est bien pour cela qu'il est essentiel que la société, et donc la société politique, reconnaisse qu'elle n'est pas tout.

Notre société occidentale est agressée, de l'extérieur, jusque dans l'ordinaire de sa vie. Derrière les prétextes circonstanciels et les manipulations tortueuses, il y a le mépris et la colère de ce qu'il est convenu d'appeler l'intégrisme musulman: mépris et colère contre des peuples qu'on imagine pourris par le matérialisme, contre des peuples renégats.

Répondre par notre mépris n'est pas suffisant, surtout s'il est seulement nourri par l'incompréhension. Contre l'agression du terrorisme, nous ne résisterons bien qu'en sachant ce qui compte pour nous au-delà de nos pauvres existences. Le miracle de l'Occident est de ne pas s'être enfermé dans la vie, ni d'avoir cultivé le refus de la vie. Parce que nous avons une certaine façon de respecter la vie, nous ne craignons pas la mort. Celle qui nous est infligée par un terrorisme venu d'ailleurs est un défi qu'il faut savoir relever.

C'est un défi collectif, et nous ne le relèverons pas individuellement. C'est pourquoi la question des valeurs, la question du spirituel, est sortie du champ de l'intimité personnelle. C'est une question de société, à laquelle même notre État laïc ne peut plus se dérober...

FAVILLA.